



**PRÉFET  
DE LA  
CHARENTE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'ENREGISTREMENT  
des Installations classées pour la protection de l'environnement**

**SOCIÉTÉ DOMAINE DES QUILLETS**

**Préparation et stockage de vins, de distillation et de stockage d'alcools de bouche  
d'origine agricole situé au lieu-dit Les Quillets  
sur la commune de CHAMPAGNE-VIGNY**

Le préfet de la Charente  
Chevalier de l'ordre national du mérite

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 512-7 à L. 512-7-7 et R. 512-46-1 à R. 512-46-30 ;

**Vu** la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

**Vu** le SDAGE Adour-Garonne et le SAGE Charente ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2250 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 15/03/99 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2251

**Vu** l'arrêté préfectoral de Charente du 18 juin 2008 modifié fixant les prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique 4755 ;

**Vu** le décret du 3 juillet 2024 portant nomination de Monsieur Jérôme HARNOIS, en qualité de préfet de la Charente ;

**Vu** le décret du 14 décembre 2024 portant nomination de Madame Nathalie CLARENC, en qualité de sous-préfète de Cognac ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2025 donnant délégation de signature à Madame Nathalie CLARENC, sous-préfète de Cognac ;

**Vu** la demande présentée le 30 août 2023 par la société Domaine des Quillets (SIRET n° 392 941 8290 0013), dont le siège social est situé 2 Les Quillets 16250 CHAMPAGNE-VIGNY, pour l'enregistrement d'une installation de distillation d'alcools de bouche d'origine agricole ;

**Vu** la demande de compléments de l'inspection du 20 février 2024 ;

**Vu** les compléments apportés en septembre 2024 ;

**Vu** le plan d'épandage daté d'avril 2023 pour le recyclage des effluents de chai en annexe du dossier d'enregistrement ;

**Vu** le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés dont les aménagements sont sollicités ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2024 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;

**Vu** l'absence d'observations du public recueillies entre le 21 octobre et le 18 novembre 2024 ;

**Vu** le certificat d'affichage au sein de la commune de Champagne-Vigny ;

**Vu** la délibération du conseil municipal de Champagne-Vigny, consulté selon l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2024 susvisé, datée du 21 octobre 2024 et donnant un avis favorable ;

**Vu** le rapport du 19 décembre 2024 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** la transmission par courriel le 19 décembre 2024 du projet d'arrêté à l'exploitant dans le cadre du contradictoire ;

**Vu** l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 15/01/2025 ;

**Vu** le retour de l'exploitant en date 06/01/2025 indiquant ne pas avoir d'observation quant au projet d'arrêté qui lui a été soumis par courriel du 19/12/2024 susvisé ;

**Considérant** que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 de prescriptions générales susvisé, à l'exception de celles du chapitre II section I article 8 et du chapitre II section III article 14, et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que la demande, exprimée par la société Domaine des Quillets, d'aménagement des prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 ne remet pas en cause la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** la localisation du projet en dehors de toute zone naturelle remarquable protégée ou répertoriée dans le cadre d'inventaires écologique, faunistique et floristique ;

**Considérant** l'absence des effets cumulés du projet avec ceux d'autres projets d'activités, installations, ouvrages ou travaux existants et/ou approuvés dans cette zone ;

**Considérant** que les caractéristiques du projet et notamment en matière d'utilisation des ressources naturelles, de production de déchets, de rejets ou de nuisances n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact ;

**Considérant** que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 susvisée, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

**Considérant** en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

**Considérant** que les demandes d'aménagements sollicitées par le pétitionnaire par rapport à plusieurs dispositions applicables à l'établissement ont été jugées recevables et que les aménagements proposés font l'objet de prescriptions spécifiques à l'établissement et sont portées par le présent arrêté ;

**Considérant** que les conditions décrites dans le plan d'épandage permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'opération pour les intérêts mentionnés à l'article L511.1 du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code

de l'environnement ; notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

**Considérant** que le plan d'épandage respecte les prescriptions de la Directive Nitrate pour les apports de fertilisants azotés ;

Sur proposition de Madame la sous-préfète de Cognac ;

## ARRÊTE

### Titre 1. Portée, conditions générales

#### Chapitre 1.1. Bénéficiaire et portée

##### **Article 1.1.1. Exploitant, durée, péremption**

Les installations de la société DOMAINE DES QUILLETS, SIRET 392 941 8290 0013, représentée par M. RUMEAU Benoît, gérant, dont le siège social est situé 2 Les Quillets 16250 CHAMPAGNE-VIGNY, faisant l'objet de la demande du 30 août 2023 susvisée, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de Champagne-Vigny. Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R. 512-74 du code de l'environnement).

#### Chapitre 1.2. Nature et localisation des installations

##### **Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

Rubrique	Libellé de la rubrique	Éléments caractéristiques / Volume	Régime
2250-2	<b>Production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole</b> , la capacité de production exprimée en équivalent alcool pur étant :  2. Supérieure à 30 hl/j et inférieure ou égale à 1 300 hl/j	4 alambics, capacité de charge totale : 100 hl  <b>Prod. = 60 hl AP/j (*)</b>	E
2251-2	<b>Préparation, conditionnement de vins.</b> La capacité de production étant :  2. Supérieure à 2500hl/ an, mais inférieure ou égale à 20 000 hl/an	Chai de vinification : 50 cuves Capacité de production de vins totale = <b>18 000 hl/an</b>	D
4755-2-b	<b>Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants</b> (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables.	Chai n°1 : 180 m <sup>3</sup> Chai de distillation : 199 m <sup>3</sup> <b>QSP=379 m<sup>3</sup></b>	DC

	<p>2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant :</p> <p>b. Supérieure ou égale à 50 m<sup>3</sup></p>		
--	---	--	--

**Régime** : E (enregistrement) ; DC (déclaration avec contrôle périodique) ; D (déclaration)

(\*) production d'alcool pur théorique estimée conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 régissant l'activité de distillation sous le régime de l'enregistrement.

**QSP** : quantité susceptible d'être présente

#### Article 1.2.2. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau (IOTA)

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Éléments caractéristiques / Volume	Régime
2.1.5.0.2	<p>Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :</p> <p>1° Supérieure ou égale à 20 ha : (A)</p> <p>2° Supérieure à 1 ha, mais inférieure à 20 ha : (D)</p>	<p>La surface du site s'étend sur <b>1,9 ha</b>, sans bassin versant amont.</p>	D

D : Déclaration

#### Article 1.2.3. Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles
Champagne-Vigny	000 ZB 65, 000 ZB 36, 000 ZB 33, 000 ZB 35, 000 ZB 31, 000 ZB 34, 000 ZB 32 et 000 ZB 30

Les installations mentionnées aux articles 1.2.1 et 1.2.2 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### Article 1.2.4. Consistance des installations

L'établissement est composé des installations / équipements suivants :

- Une distillerie comportant 4 alambics de 25 hl de charge (soit 100 hl de capacité de charge totale);
- Le chai de stockage existant historiquement et désormais contigu à la distillerie appelé chai de distillation. Sa surface n'excède pas 300 m<sup>2</sup> et sa QSP ne dépassera pas 200 m<sup>3</sup> (QSP = 199 m<sup>3</sup>)
- Une cuve aérienne de propane de 5,9 tonnes ;
- Un chai de vinification de 50 cuves à vins permettant une capacité de préparation et stockage de vin de 18 000 hl/an;
- Le chai n°1 d'une QSP de 180 m<sup>3</sup> ;
- 2 bassins à vinasse de 400 m<sup>3</sup> et de 900 m<sup>3</sup>

- Une aire de dépotage de 120 m<sup>2</sup> d'alcools/lavage des engins agricoles munie d'une vanne 3 voies pour les effluents (réseau effluents pour l'alcool, réseau pluvial avec séparateurs à hydrocarbures et phytobac pour les effluents de lavage des engins pulvérisant les produits phyto-sanitaires),
- Un groupe froid de 77 kW

### **Chapitre 1.3. Conformité aux dossiers d'enregistrement**

#### **Article 1.3.1. Conformité aux dossiers d'enregistrement**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers déposés par l'exploitant, accompagnant ses demandes du 30 août 2023 susvisées.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels préfectoral de prescriptions générales applicables, aménagées par le présent arrêté suivant les dispositions du titre 2.

### **Chapitre 1.4. Prescriptions techniques applicables**

#### **Article 1.4.1. Arrêtés ministériels de prescriptions générales**

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2250 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 15/03/99 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2251 ;

#### **Article 1.4.2. Arrêté préfectoral de prescriptions générales**

S'appliquent également à l'établissement les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2008 fixant les prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique 4755.

#### **Article 1.4.3. Arrêtés ministériels de prescriptions générales, compléments, renforcement des prescriptions**

En référence à la demande de l'exploitant (article R. 512-46-5 du code de l'environnement), les prescriptions du chapitre II section I article 8 et celles du chapitre II section III article 14 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 susvisé sont aménagées suivant les dispositions du Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

---

## **Titre 2. Prescriptions particulières**

---

### **Chapitre 2.1. Aménagements des prescriptions générales**

#### **Article 2.1.1. Aménagement du chapitre II section I article 8 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 susvisé**

En lieu et place des dispositions générales suivantes : « les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe A2s1d0 et REI120 », l'exploitant est tenu de respecter les dispositions suivantes aménagées :

Les caractéristiques constructives sont construites en en matériaux de classe A2s1d0 et REI120 , à l'exception des fenêtres vitrées présentes en partie haute d'une façade de la distillerie. Le mur coupe-feu REI 120 doit être d'au moins 3,8 m (hauteur sous fenêtres) et les fenêtres vitrées non coupe-feu sont positionnées à une hauteur supérieure aux 3,8 m précités.

De façon générale, les ouvertures dans le mur coupe-feu de façade de la distillerie sont acceptées au-delà de la hauteur des 3,8 m.

Toute ouverture se situant en deçà devra être soit *a minima* de classe EI 120, soit rebouchée en matériau *a minima* de classe EI 120. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées, les justificatifs afférents.

#### **Article 2.1.2. Aménagement du chapitre II section III article 14 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 susvisé**

En lieu et place des dispositions générales du chapitre II section III article 14 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 susvisé portant sur le point suivant « les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations », l'exploitant respecte les prescriptions aménagées suivantes :

L'accès aux installations de distillation et de stockage d'alcools de bouche ne sont pas possibles en dehors des horaires d'ouverture et une porte *a minima* de classe EI 120 du côté du chai de distillation qui donne sur le local à usage d'habitation présent sur site, est installée. Les justificatifs attestant du degré coupe-feu de la porte sont tenus à la disposition de l'inspection.

Il est interdit d'utiliser le local à usage d'habitation présent dans l'emprise foncière du site pour un usage d'habitation autre que par du personnel sous contrat avec l'exploitant ou par l'exploitant lui-même. Dans le cas où l'exploitant souhaite utiliser la maison d'habitation pour abriter des tiers, l'exploitant porte à la connaissance du préfet l'ensemble des éléments permettant de justifier que les tiers ne sont plus touchés par des zones d'effet et n'ont pas accès aux installations classées du site.

### **Chapitre 2.2. Compléments, renforcement des prescriptions générales**

Pour la protection de l'environnement, les prescriptions générales applicables aux installations sont complétées par celles des articles 2.2.1 à 2.2.4 ci-après :

#### **Article 2.2.1. Accessibilité des engins à proximité de l'installation**

Deux accès pompiers sont entretenus et garantissent les caractéristiques de l'article 16 point II de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 susvisé.

#### **Article 2.2.2. Moyen de lutte contre l'incendie**

Le site dispose d'une réserve incendie d'une capacité de 120 m<sup>3</sup> située à l'ouest du site et équipée d'une ligne d'aspiration pompiers conforme.

Cette réserve doit être réceptionnée par le SDIS permettant de garantir la conformité du point d'aspiration.

#### **Article 2.2.3. Aire de lavage**

Le site dispose d'une aire de lavage du matériel agricole reliée à un dispositif de traitement pour les effluents potentiellement chargés en produits phytosanitaires.

Cette aire de lavage est mutualisée avec une aire bétonnée d'une surface de 120 m<sup>2</sup> pour les opérations de dépotage et est munie d'une vanne trois voies.

Cette vanne permet :

- de collecter les eaux de ruissellement, hors des usages de lavage du matériel à vendanger ou utilisé pour l'épandage de produits phytosanitaires et des dépotages. Elles transitent par un séparateur hydrocarbures et rejoignent ensuite le réseau des eaux pluviales avant rejet ;
- lors des dépotages et du lavage du matériel à vendanger, les eaux collectées rejoignent le bassin à vinasses ;



- lors du lavage du matériel utilisé pour l'épandage de produits phytosanitaires, les eaux rejoignent un dispositif de type HELIOSEC spécifique ou tout dispositif équivalent pour permettre la gestion des effluents chargés en produits phytosanitaires.

#### **Article 2.2.4. Stockage d'alcools**

L'alcool de bouche stocké sur site dans des cuves inox n'est pas autorisé sauf à en démontrer l'acceptabilité du point de vue accidentel en étudiant notamment les scénarios de pressurisation de cuves ou en justifiant que les événements de surpression (ou dispositif équivalent) disposent des caractéristiques dimensionnelles ad hoc.

#### **Article 2.2.5. Dispositions applicables au chai de vieillissement 1**

La régularisation du stockage d'alcools au sein d'un bâtiment agricole existant s'accompagne des aménagements suivants nécessaires à mettre en œuvre pour le chai de vieillissement n°1 :

- la superficie du local est réduite à 150 m<sup>2</sup> par la construction d'un mur de séparation REI 240 du local de stockage d'alcools vis-à-vis du reste du bâtiment ;
- un exutoire de désenfumage d'1 m<sup>2</sup> de surface utile d'ouverture est créé ;
- aucune porte communicante n'existe entre ce local de stockage d'alcools et le local contigu ;
- une porte extérieure E30 d'une largeur minimale de 0,8 m est créée ;
- le chai est desservi sur une façade par une voie engin et une voie échelles (la hauteur du bâtiment étant supérieure à 8 m).

En outre le chai de vieillissement 1 respecte les dispositions de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2008 modifié susvisé.

### **Titre 3 : Délais et voies de Recours-Publicité-Exécution**

#### **Article 3.1 Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers : soit par courrier, soit par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ;

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

L'auteur d'un recours administratif ou contentieux est tenu, à peine de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

### **Article 3. 2 Publicités**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté d'enregistrement environnementale est déposée à la mairie de Champagne-Vigny ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Champagne-Vigny pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 du Code de l'environnement, à savoir : Champagne-Vigny, Val-des-Vignes, Claix et Plassac-Rouffiac ainsi que le Grand Cognac ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Charente pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 3.3 Exécution**

La sous-préfète de l'arrondissement de Cognac, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire CHAMPAGNE-VIGNY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SOCIÉTÉ DOMAINE DES QUILLETS et dont une copie leur sera adressée.

Cognac, le 20 janvier 2025

P/le préfet et par délégation,  
La sous-préfète



Nathalie CLARENC